



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/MP.PP/WG.1/2005/4  
26 novembre 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès  
à l'information, la participation du public  
au processus décisionnel et l'accès à la justice  
en matière d'environnement

Groupe de travail des Parties à la Convention  
(Quatrième réunion, Genève, 1<sup>er</sup>-4 février 2005)  
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**PROJET DE DÉCLARATION D'ALMATY<sup>1</sup>**

Pour adoption définitive à la deuxième réunion des Parties  
qui se tiendra à Almaty (Kazakhstan), du 25 au 27 mai 2005

Établi par le Bureau

Nous, Ministres et chefs de délégation des Parties, Signataires et autres États, parlementaires et représentants de la société civile, en particulier d'organisations non gouvernementales de protection de l'environnement de l'ensemble de la région de la CEE et d'ailleurs, rassemblés à la deuxième réunion des Parties à la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, affirmons ce qui suit:

1. Depuis notre première réunion à Lucques (Italie), la Convention d'Aarhus s'est imposée plus solidement dans la région de la CEE. Le nombre des Parties a [presque] [plus que] doublé. De nouveaux États se préparent à la ratifier ou à y adhérer et un nombre croissant

---

<sup>1</sup> Le présent document a été soumis avec deux jours de retard car la troisième réunion du Groupe de travail s'est terminée très peu de temps avant la date limite pour la soumission des documents pour sa quatrième réunion et parce que ce n'est qu'à cette troisième réunion que le Bureau a été chargé d'en établir le texte et avisé de sa présentation générale.

d'États, Signataires ou non, [ainsi que la Communauté européenne], s'efforcent de donner effet à ses principes et à ses dispositions dans leur droit interne, renforçant ainsi la protection des droits des citoyens en matière d'environnement et la démocratie environnementale dans l'ensemble de la région.

2. La Convention est un instrument inédit du droit international de l'environnement qui représente une avancée majeure tant pour l'environnement que pour la consolidation de la démocratie. Réunis aujourd'hui à Almaty, nous rappelons solennellement notre engagement à promouvoir à la fois la protection de l'environnement et la démocratie en adhérant à la Convention d'Aarhus, en l'appliquant et en l'étoffant en tant qu'instrument qui permet aux pouvoirs publics et aux citoyens d'assumer leurs responsabilités individuelles et collectives de protection et d'amélioration de l'environnement pour la qualité de vie et le bien-être des générations présentes et futures.

3. Ce faisant, nous engageons tous les Signataires de la Convention qui ne l'ont pas encore fait à la ratifier dans les meilleurs délais, à mettre en place l'ensemble des textes d'application ainsi que les procédures et mécanismes propres à assurer la mise en œuvre de ses dispositions particulières et, dans l'intervalle, à tout faire pour en appliquer les dispositions dans toute la mesure possible. Nous encourageons également le public à exercer pleinement les droits que lui reconnaît la Convention et nous nous félicitons en particulier des importants travaux des organisations non gouvernementales de protection de l'environnement à cet égard qui méritent d'être davantage reconnus et soutenus dans tous les pays. Nous sommes conscients des tâches importantes qu'il revient aux pouvoirs publics d'accomplir pour appliquer la Convention et de la nécessité pour les États de leur accorder des ressources suffisantes à cette fin.

4. À Lucques, nous avons chargé les organes de la Convention d'effectuer des travaux complémentaires sur des thèmes clefs. Nous nous félicitons des résultats obtenus sur un grand nombre de ces thèmes, qui dénotent d'importants progrès.

5. L'adoption, il y a deux ans, du Protocole de Kiev sur les registres des rejets et transferts de polluants a constitué un progrès décisif, contribuant à responsabiliser les entreprises, à lutter contre la pollution et à promouvoir le développement durable. Nous engageons tous les Signataires à accélérer leurs démarches visant à ratifier et à faire entrer rapidement en vigueur le Protocole et à mettre en place les textes d'application ainsi que les procédures administratives et les mécanismes propres à établir des registres utilisables des rejets et transferts de polluants conformément aux dispositions du Protocole.

6. À Aarhus, les Signataires de la Convention ont admis que des dispositions plus précises s'imposaient en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés. L'adoption des Principes directeurs de Lucques a constitué un premier pas dans cette direction [phrase supplémentaire en fonction des résultats des négociations tenues lors de la quatrième réunion du Groupe de travail des Parties].

7. [Paragraphe sur les outils d'information électroniques en fonction des résultats des négociations tenues lors de la quatrième réunion du Groupe de travail des Parties].

8. Nous nous félicitons du lancement réussi du centre Aarhus d'échange d'informations pour la démocratie en matière d'environnement. Nous engageons toutes les Parties, les Signataires et les autres États, ainsi que les organisations non gouvernementales, les établissements universitaires et autres établissements de recherche et les autres membres du public à soumettre des renseignements pertinents pour que le centre d'échange les intègre et à utiliser cette importante source d'information.

9. [Paragraphe sur l'accès à la justice en fonction du résultat des négociations tenues lors de la quatrième réunion du Groupe de travail des Parties].

10. La Convention fait écho aux rapports étroits qui existent entre droits de l'homme et protection de l'environnement. Ces rapports sont de moins en moins contestés non seulement dans la région de la CEE mais aussi dans les autres régions du monde, dans les travaux de nombreuses organisations internationales et dans la pratique des organes qui s'occupent des droits de l'homme. Nous nous félicitons de cette évolution et encourageons la Commission des droits de l'homme de l'ONU à poursuivre ses travaux sur les relations entre l'environnement et les droits de l'homme dans le cadre du développement durable.

11. Nous renouvelons notre invitation adressée aux États qui n'appartiennent pas à la région de la CEE à adhérer à la Convention. Nous invitons également ces États à envisager d'adhérer au Protocole une fois qu'il sera entré en vigueur. Selon nous, leur implication pourrait s'avérer mutuellement bénéfique, en étant source d'enrichissement pour les mécanismes qui relèvent de la Convention et de son Protocole et en affirmant la validité mondiale de leurs normes, tout en renforçant l'appui à la mise en œuvre dans le monde entier du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. À cet égard, nous encourageons également le Programme des Nations Unies pour l'environnement à poursuivre ses travaux en vue d'élaborer des directives de portée mondiale sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Nous sommes disposés à apporter si nécessaire et dans la limite des ressources disponibles notre soutien à des initiatives prises dans d'autres régions et d'autres cadres en vue d'appliquer les principes consacrés dans la Convention d'Aarhus.

12. [Paragraphe sur la participation du public aux travaux des instances internationales en fonction des résultats des négociations tenues lors de la quatrième réunion du Groupe de travail des Parties].

13. Nous constatons avec beaucoup de satisfaction que la Convention a suscité un intérêt considérable et un appui d'un grand nombre d'organismes et d'institutions de la région de la CEE et au-delà. Le développement de liens de coopération entre tous les partenaires intéressés peut produire des synergies appréciables et procurer des ressources importantes aux fins de la mise en œuvre de la Convention. L'une de nos priorités au cours des prochaines années sera également le partage de données d'expérience et la recherche de synergies et de domaines de coopération avec les autres conventions de la CEE, ainsi qu'avec d'autres accords multilatéraux régionaux, sous-régionaux et mondiaux relatifs à l'environnement afin de maximiser leur efficacité globale dans notre région.

14. Le succès de la Convention continue à dépendre essentiellement de l'exécution et du respect de leurs obligations par les Parties. À cet égard, nous nous félicitons de la mise en œuvre effective du système original d'examen du respect des dispositions, créé par la Réunion des Parties dans sa décision I/7. Nous saluons les travaux du Comité d'examen du respect des dispositions et nous engageons à donner plein effet à ses recommandations.

15. Nous prenons note avec satisfaction des renseignements importants relatifs à l'état d'application de la Convention fournis par les Parties dans leur rapport national ou soumis par d'autres parties prenantes [autre(s) phrase(s) en fonction des principaux résultats de la première série de rapports].

16. Si nous reconnaissons que d'autres travaux restent à faire sur des thèmes particuliers pour renforcer l'application des principes de la Convention, notre priorité est de promouvoir l'application et le respect de la Convention d'Aarhus et du Protocole de Kiev.

17. Pour encourager l'application, il faudra accentuer les activités de renforcement des capacités pour certains groupes de pays ou le traitement de certaines questions ou des groupes professionnels cibles et apporter une aide et un soutien. Le système de présentation des rapports et le mécanisme de respect des dispositions devraient constituer une source abondante de renseignements à partir desquels on pourra définir des priorités concrètes en matière de renforcement des capacités, compte tenu des besoins des pouvoirs publics, des praticiens du droit et de la société civile dans les pays en question.

18. La promotion de l'éducation à l'environnement et le renforcement des mécanismes de la société civile seront également déterminants pour la mise en œuvre effective de la Convention et de son Protocole. Les mesures prises pour mettre en œuvre la stratégie de la CEE pour l'éducation au développement durable ainsi que les efforts des pouvoirs publics et des organismes de la société civile visant à sensibiliser davantage à l'environnement aideront le public à exercer d'une manière plus efficace les droits que lui reconnaît la Convention.

19. Il faut continuer à remédier aux manquements aux obligations de la Convention par l'information, un appui et une assistance, en appliquant le mécanisme en vigueur d'examen du respect des dispositions tout en faisant mieux connaître son existence et en élaborant un autre pour le Protocole sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de la Convention.

20. Il faut par ailleurs suivre en permanence et de manière efficace l'application de la Convention. À cette fin, nous voulons examiner et développer le système de présentation des rapports au titre de la Convention, sur la base de l'expérience acquise, élaborer un système adapté au Protocole, utiliser le centre d'échange d'informations pour communiquer d'autres sources d'information sur la mise en œuvre, et examiner les méthodes d'évaluation de l'état de la mise en œuvre.

21. Il est essentiel que les activités entreprises au titre de la Convention bénéficient d'un financement suffisant. Nous appelons donc les Parties, les Signataires et les autres États intéressés, ainsi que les autres donateurs potentiels, à verser des contributions financières volontaires pour appuyer l'exécution du programme de travail au titre de la Convention et les activités connexes. Pour notre part, nous continuerons à réfléchir à la possibilité d'adopter un

ensemble de dispositions financières permanentes, assurant un financement stable, durable et prévisible.

22. Nos perspectives à long terme sont d'assurer l'exercice des droits à la démocratie en matière d'environnement en vue d'améliorer l'état de l'environnement et d'encourager le développement durable dans toute la région paneuropéenne et éventuellement au-delà. Nous pensons avoir pour mission de renforcer les droits du public pour ce qui est d'accéder à l'information, de participer à la prise des décisions et d'obtenir l'accès à la justice en matière d'environnement dans toute la région de la CEE, en encourageant une application plus efficace de la Convention par un grand nombre de Parties, en incitant les États qui ne sont pas encore en mesure de devenir parties à faire en sorte de participer au processus d'Aarhus et à donner effet aux principes de la Convention et en développant la Convention dans des secteurs prioritaires. À notre troisième réunion, nous avons l'intention d'adopter un plan stratégique à long terme portant sur les [deux] [trois] prochaines périodes d'intersessions et de traduire ces objectifs généraux en termes opérationnels.

23. Nous exprimons nos remerciements et notre gratitude au Gouvernement kazakh pour son accueil de la deuxième réunion des Parties. [Nous accueillons avec gratitude et acceptons l'offre du Gouvernement [...] d'accueillir la troisième réunion des Parties en [...] 2008].]

-----